

Point à l'ordre du jour : Rapports d'activité de la Présidente et du DG

La guerre se poursuit en Ukraine, les hostilités au Soudan se sont transformées en guerre civile (3,5 millions de personnes déplacées depuis avril) et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, une guerre entre Israël et le Hamas nous pousse tous vers l'abîme – littéralement pour les Palestiniens. Des tremblements de terre dévastateurs au Maroc et en Afghanistan ajoutent à l'instabilité. La violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles dans leurs foyers ne faiblit pas et les combats politiques se poursuivent sur le dos des personnes LGBTQI et des femmes. Le scénario du 11 septembre fait son retour. On a pu constater au cours des derniers mois une nouvelle ère de la désinformation, les nouvelles technologies et une concentration de plus en plus serrée de la propriété des réseaux sociaux mettant de l'huile dans les rouages des médias établis et laissant ainsi beaucoup d'entre nous dans la nostalgie d'un cycle d'information de 24 heures. La croissance mondiale est historiquement faible, passant d'environ 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023. Les temps sont durs pour des millions de personnes et les temps sont également durs pour la SDSR.

Dans ce contexte, trois de nos AM ont lancé des **réponses humanitaires** avec le soutien du Flux 3 : Équateur (inondations), Inde (violences à Manipur) et Afghanistan (tremblement de terre). Compte tenu des situations d'urgence survenues au cours du seul mois dernier, les équipes du Secrétariat appuient aujourd'hui six AM avec des propositions relevant du Flux 3 (Maroc, Libye, Chili, Arménie, Palestine et Israël). À l'heure où nous écrivons ces lignes, 940 336 dollars (78 %) du budget annuel du Flux 3 ont été engagés, les propositions en cours d'élaboration portant ce chiffre à 110 %. C'est pour ces raisons que nous vous demandons d'approuver le dépassement de budget du Flux 3.

Un mécanisme de subvention de l'IPPF pour les organisations de terrain cherchant à renforcer leur préparation et leur réponse humanitaires en matière de SDJSR (*santé, droits & justice en matière de sexualité et de reproduction*) est à l'étude avec le FCDO, le DFAT, le GAC, les Pays-Bas et le Danemark. Le portefeuille de l'Ukraine se tarit. Seuls les fonds de l'OSF (Open Society Foundations – 400 000 dollars répartis sur trois pays pour deux ans) sont confirmés pour 2024, et les fonds du FCDO seront épuisés d'ici la fin de l'année. Alors que l'Ukraine a toujours besoin de programmes humanitaires, les pays voisins sont en train de se redresser.

Le dialogue de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est concentré sur la polarisation et la pression exercée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre (SOGIE), ainsi que sur les femmes et les filles. Une fois de plus, les **négociations de l'ONU** ont été elles-mêmes polarisantes ; les conclusions des déclarations politiques sur la santé et les ODD sont désastreuses. La SDJSR n'a ainsi même pas été mentionnée dans la déclaration politique sur les ODD qui vise à examiner la mise en œuvre des ODD à mi-parcours de l'Agenda 2030. En revanche, la Commission de haut niveau de

la CIPD a conclu ses travaux par un appel à des progrès en matière de justice sexuelle et reproductive – ce qui est essentiel à l'approche de la CIPD 30, l'an prochain. À l'automne, nous nous attendons à une réaction coordonnée du mouvement anti-genre qui, pour la première fois, organise un sommet dans les locaux de l'ONU sur le "droit à la vie". L'intégration de la coercition reproductive dans ces structures constitue un énorme pas en arrière et l'équipe est en train d'élaborer une stratégie sur la manière d'empêcher ce glissement dans l'agenda de l'ONU.

En tant que relais entre les assemblées générales de l'IPPF, les **réunions régionales** ont permis d'établir des liens et d'agir sur la mise en œuvre de la stratégie, la consultation sur la marque (rebranding) et la charte et les progrès du programme d'action contre le racisme.

Membres : comme vous le verrez dans le rapport du Comité des membres, nous avons pris des mesures rapides pour garantir l'intégrité des AM et avons recommandé un certain nombre de suspensions (Namibie, Sierra Leone) afin que ces dernières puissent se redresser. D'un point de vue plus positif, une AM (APROFA, Chili) qui avait quitté l'organisation en 2019 a décidé de prendre le risque de perdre une subvention de base de ce qui était le WHRO (*soit l'ancien bureau de la région de l'hémisphère occidental de l'IPPF*) et de revenir à l'IPPF. Une autre demande positive a été formulée par le Bhoutan, encore une fois une AM qui avait volontairement décidé de renoncer à son affiliation, faisant ainsi preuve d'un immense courage et d'une volonté de changer grâce à une monarchie moderne et à notre empressement à être flexibles.

En ce qui concerne la **réorganisation**, nous avons consacré beaucoup d'efforts au recrutement afin d'avoir notre plein d'effectifs au sein du Secrétariat réaligné . Nous n'y sommes pas tout à fait encore (quelques licenciements ont été reportés à la fin de l'année) mais nous pouvons déjà dire que nous respecterons (ou presque) le budget approuvé pour la restructuration. Parmi les personnes recrutées, deux nouveaux membres de l'équipe de direction ont pris leurs fonctions début novembre :

- Micah Grzywnowicz (*iel*) prend la direction du réseau européen de l'IPPF. Micah nous vient de l'Institut danois des droits humains (droits humains, développement durable, justice de genre), a travaillé pour la Fédération suédoise pour les droits LGBTQI (RFSL) et a été coprésident-e et membre du conseil d'administration d'ILGA Europe pendant plus de 5 ans. Micah est originaire de Pologne et est titulaire d'une maîtrise en droits humains de l'Université d'Europe centrale de Budapest. Micah est un leader motivé, mature et collaboratif qui cherche à avoir un impact et à améliorer la vie des autres ; c'est un « activiste dans l'âme ».
- Lucy Fernie prend la direction de la division Personnes, Organisation et Culture. Elle a travaillé dans le privé, le public et le secteur des ONG et nous vient d'*Adam Smith International*. Lucy est passionnée par la création d'environnements de travail où les gens peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes. Elle possède une solide expérience dans la mise en œuvre de programmes de changement à grande échelle, grâce à son expertise de psychologue du travail et de professionnelle des ressources humaines, qui s'est révélée très efficace. Lucy a de l'expérience dans tous les aspects des RH, notamment en ce qui concerne les personnes, la culture et le développement de l'organisation ; elle a dirigé des activités de protection et de lutte contre le racisme et la diversité. Elle remplace Claire, qui avait été engagée à titre intérimaire pour nous aider à mener à bien le processus de réalignement.

Le DG s'est rendu au Rwanda pour Women Deliver, où l'opposition hongroise à la SDSR fut autorisée à participer mais reçut une réponse glacée de la part de nombreux-ses participant-e-s. Les visites aux AM se sont révélées très prometteuses quant à la manière dont nous nous engageons auprès des travailleur-se-s du sexe (Aruba), mais plus troublantes aux Pays-Bas, où le gouvernement ne soutient pas celles et ceux qui sont dans la ligne de mire d'une opposition grandissante. Le DG a également participé aux réunions régionales des Amériques & Caraïbes (Panama City) et de l'Europe (Sofia), et il prévoit de se rendre prochainement en Indonésie et en Allemagne. Le Vice-Président a également participé aux réunions régionales de Panama City et de Sofia, en venant avec les salutations du CA et des messages forts sur la nouvelle stratégie et l'engagement du Conseil en faveur du leadership des jeunes. La Présidente, quant à elle, a profité d'une visite à l'université de l'ONU à Kuala Lumpur pour rendre visite à notre bureau régional d'Asie de l'Est, du Sud-est et d'Océanie (ESARO). L'échange avec le personnel du BR – en présentiel et en ligne – sur la mise en œuvre de notre stratégie *Come Together* a été à la fois encourageant et motivant.

Après un processus d'appel d'offres très compétitif, USAID a confié à l'IPPF la gestion de son programme régional de PF/SSR en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'un projet de US\$ 45 millions sur 5 ans dans les AM du Togo, de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Nous procédons actuellement à un examen de nos systèmes et processus afin de garantir une conformité totale.

Suite à la décision du gouvernement suédois de réduire son APD et de préparer une nouvelle stratégie de SDSR, le financement non restreint suédois à l'IPPF en 2023 a baissé de 60 % et se situe donc désormais à SEK 45 millions. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons toujours pas de confirmation quant à l'accord de financement suédois pour 2023. Les discussions sur le financement 2024-26 sont en cours et nous anticipons que le gouvernement partagera l'enveloppe de financement avec SIDA en décembre.

À la fin de septembre 2023, le **total des revenus de l'exercice 2023 à ce jour** (chiffres provisoires en attente d'ajustements de clôture de fin de mois) s'élève à environ US\$ 91,1 millions par rapport à un revenu budgétisé de US\$ 95 millions. De même, du côté des dépenses, le total à ce jour s'élève à environ US\$ 82,9 millions, contre un budget de US\$ 96,9 millions. Vous aurez plus d'informations à ce sujet et sur les prévisions de fin d'exercice lorsque nous aurons finalisé les documents financiers à temps pour le prochain C-FAR du 17 novembre 2023.

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IPPF
15 & 16 juin 2023
Décisions / Mesures

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
1.	Procès-verbal de la réunion précédente Le Conseil adopte le procès-verbal de sa réunion des 9 & 10 mars 2023 comme rapport exact de ses délibérations.	Assistante personnelle du Directeur général	Immédiatement	Fait.
2.	Revue du plan de travail du CA	La Directrice des relations extérieures de	Septembre 2023	

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	<p>Le Conseil note que l'objectif du plan de travail du Conseil relatif à la communication entre le CA et les AM doit donner lieu à une action, note également que la <i>Charte de l'IPPF</i> et le rebranding constituent un axe majeur de cette communication jusqu'à la prochaine AG et approuve que la communication avec les AM et la réforme de la gouvernance soient inscrits à l'ordre du jour de sa prochaine réunion.</p> <p>Le Conseil d'administration convient de discuter lors d'une de ses prochaines réunions de « l'empreinte » de l'IPPF, en établissant un lien avec la gouvernance des AM – le concept étant que l'on peut voir dans la Fédération, si elle veut rester pertinente et atteindre son objectif, un organisme vivant et nécessitant un renouvellement constant.</p>	<p>s'assurer que ce dialogue ait lieu</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>		Fait.
3.	<p>Membres des Comités du Conseil</p> <p>Le Conseil convient d'affecter les administrateur-riche-s aux comités et groupes de travail du Conseil comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Comité d'audit, des finances, et des risques (C-FAR) – Patrick Mwebesa Comité technique d'allocation des ressources (C-TAR) – Hayathe Ayeva (quitte le C-FAR) Groupe de travail sur le rebranding et la Charte (CTRG) – Jon Lomoy (en remplacement de Santiago Cosio) Groupe de travail sur l'antiracisme (GTAR) Sami Natsheh (Président) – intérim en attendant la nomination de nouveaux-elles administrateur-riche-s 	<p>Président du CNG</p> <p>Présidente du C-FAR</p> <p>Président-e du C-TAR</p> <p>Président-e du CTRG</p> <p>Président-e du GTAR</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>	<p>Juillet 2023</p>	Fait.
4.	<p>Mise à jour sur l'alignement du Secrétariat</p> <p>Le CA prend note de la mise à jour du DG sur les progrès réalisés eu égard à la restructuration du Secrétariat et à l'accent mis sur la nouvelle Unité de viabilité financière et approuve la création d'un poste de Responsable du service commercial.</p>	<p>DG</p>	<p>Immédiatement</p>	Recrutement en cours
5.	<p>Développement des capacités à l'intention des instances de gouvernance</p> <p>Le Conseil prend note des domaines proposés de renforcement des capacités du CA et de ses comités, ainsi que des suggestions pour leur mise en œuvre. Les domaines proposés sont les suivants : Normes des membres, Gestion financière et Politiques de SDRS ainsi que l'intégration des nouveaux-elles administrateur-riche-s. Il est convenu que le CA examinera ces recommandations et les manières de procéder pour faire progresser le dossier, peut-être en incluant une formation au renforcement des capacités à ses réunions.</p>	<p>Président du CNG</p> <p>Présidente du CA</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>	<p>Juillet 2023</p>	Fait.
6.	<p>Rapport du Comité des membres</p> <p><u>Ré-accréditation</u></p> <p>Sur recommandation du Comité des membres, le Conseil de Gouvernance approuve que les associations membres suivantes soient dûment ré-accréditées membres de plein droit de la Fédération :</p> <ul style="list-style-type: none"> Cameroon National Association for Family Welfare Associação Moçambicana para Desenvolvimento da Família (Mozambique) 	<p>DR Afrique</p>	<p>Immédiatement</p>	Fait.

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	<ul style="list-style-type: none"> • Association Malienne pour la Promotion et la Protection de la Famille • Association Tchadienne pour le Bien-Etre Familial • Associação Guineense para o Bem Estar Familiar (Guinée Bissau) • Association Nigérienne pour le Bien-Etre Familial • République démocratique du Congo - Association pour le bien-être familial/ Naissances désirables • Belgique - Belgische Federatie voor Seksuele en Reproductieve Gezondheid en Rechten / Fédération Belge pour la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs • Societatea de Educatie Contraceptiva si Sexuala (Roumanie) • Israel Family Planning Association • Samoa Family Health Association • Korea Population, Health and Welfare Association • Vanuatu Family Health Association • Kiribati Family Health Association <p><u>Mise à jour sur les suspensions</u></p> <p>Le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des membres, convient de proroger la suspension de l'AM lituanienne – Seksualines Sveikatos Asociacijabe – jusqu'à la prochaine réunion du CM, au cours de laquelle la réponse de l'AM sera examinée.</p> <p>Sur recommandation du Comité des membres le Conseil d'administration convient de proroger la suspension de l'AM d'El Salvador – Asociación Demográfica Salvadoreña/ Pro-Familia – jusqu'à la prochaine réunion du Comité des membres, au cours de laquelle la réponse de l'AM sera examinée.</p> <p><u>Recommandation de suspension</u></p> <p>Sur recommandation du Comité des membres, le Conseil d'administration convient que la Planned Parenthood Association of Sierra Leone soit suspendue des membres de l'IPPF.</p> <p>Sur recommandation du Comité des membres, le Conseil d'administration convient que la Planned Parenthood Association of Sierra Leone soit suspendue des membres de l'IPPF.</p> <p><u>Recommandation d'expulsion</u></p> <p>Sur recommandation du Comité des membres, le Conseil de gouvernance approuve que l'expulsion des membres de l'IPPF de l'Association Djiboutienne pour l'Equilibre et la Promotion de la Famille (MA of Djibouti) soit menée à son terme.</p> <p><u>Mise en œuvre du 4^{ème} cycle d'accréditation</u></p> <p>Compte tenu de l'impact de la restructuration du Secrétariat sur les revues d'accréditation et sur recommandation du Comité des membres, le Conseil d'administration approuve le report de six mois de la date officielle de début de la mise en œuvre du 4^{ème} cycle d'accréditation afin que celui-ci soit mis en œuvre de juillet 2023 à juin 2027 pour permettre de pourvoir les postes vacants et d'organiser des formations avec celles et ceux effectuant les revues d'accréditation.</p> <p><u>Candidature au statut de membre associé</u></p> <p>Sur recommandation du CM, le CA approuve la candidature de Respect Educate Nurture Empower Women (RENEW) (Bhutan) au statut de membre associé.</p>	<p>RD ESEAOR</p> <p>DR Réseau européen</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p> <p>DR ENRO</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p> <p>DR ACRO</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p> <p>DR ARO</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p> <p>DR AWRO</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>		

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	les profils de menace aux contextes opérationnels / « marchés » / structures de l'IPPF, y compris les risques pour les personnes, la viabilité financière, la réputation, les biens, les actifs et les opérations.			
8.	<p>Actualisation financière</p> <p>Le Conseil prend note du rapport soumis par la Présidente du C-FAR.</p> <p>Sur recommandation du C-FAR, le Conseil revoit et approuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le registre des risques stratégiques 2023-24 avec les modifications convenues b) la version abrégée de la note sur la continuité d'exploitation pour la période 2023-24 c) Le rapport et les comptes annuels de l'exercice 2022 d) Le plan et le budget révisés de l'exercice 2023. e) Les affectations de : <ul style="list-style-type: none"> i) US\$ 200k pour la relocalisation du bureau d'ACRO de la Colombie au Mexique. ii) US\$ 500k pour l'intégration et la formation du personnel. f) La fermeture des fonds affectés suivants (sous réserve, le cas échéant, de derniers ajustements dans les comptes) : <ul style="list-style-type: none"> i) Fonds SEAP \$20.5k. ii) Flux 2 2021 Sex og Politikk (Norvège) \$95k. 	Directeur Finance & Technologie	Juillet 2023	Fait.
9.	<p>Election de la Présidente du Conseil</p> <p>Le Conseil d'administration approuve la recommandation du Comité des nominations et de la gouvernance d'élire Kathryn (Kate) Gilmore à sa présidence pour un second et dernier mandat, qui prendra fin le 15 mai 2026.</p>	Toutes et tous de noter	Immédiatement	Fait.